

# Le petit séminaire critique

Organisé par Renaud Colson (IFP, DCS) et Olivier Leclerc (CTAD)

Porté par l'Institut Français de Pondichéry (UMIFRE 21), le Centre de Théorie et Analyse du Droit (UMR 7074) et le laboratoire Droit & Changement Social (UMR 6297), le Petit Séminaire Critique (PSC) est un lieu virtuel destiné à promouvoir des échanges scientifiques interdisciplinaires dans un cadre détendu mais néanmoins distingué. Chaque séminaire, qui donne lieu à la circulation préalable d'un document (publication universitaire, working paper, ou toute autre source digne d'intérêt...), dure une heure. La rencontre s'ouvre par un exposé d'une durée de 20 minutes, suivi d'une discussion de 40 minutes menée dans un esprit de controverse bienveillant. Ouvertes à toute personne intéressée, les séances ont lieu exclusivement en distanciel, de 12h30 à 13h30 (heure française).

La saison 2023 du Petit Séminaire Critique est intitulée « Le droit vu du Sud ». Le tropisme national de la recherche en droit conduit souvent la doctrine juridique française à se désintéresser des droits des Suds. Cette indifférence, partagée par les spécialistes de droit comparé qui abandonnent aux anthropologues l'observation des institutions ne relevant pas du monde occidental, est renforcée par une difficulté à négocier le tournant post-colonial. Quand les techniques juridiques des pays du Sud sont étudiées, c'est le plus souvent "à la lumière" du droit français, mètre étalon au regard duquel les règles étrangères sont évaluées. Prenant acte de cette situation préjudiciable tant sur un plan scientifique que stratégique, la saison 2023 du PSC se propose de mettre en valeur les travaux de chercheurs et de chercheuses qui se penchent sur les droits des Suds et sur les multiples manières d'en rendre compte. S'y côtoieront des séances portant sur des problématiques épistémologiques et des études de cas.

## Programme 2023 : Le droit vu du Sud

**20 janvier 2023** - Baudouin Dupret, directeur de recherche CNRS au laboratoire Les Afriques dans le monde (UMR 5115), et Alexis Blouët, enseignant-chercheur contractuel à l'Université de Grenoble Alpes : Comment le contexte autoritaire affecte-t-il l'activité des juges en Turquie et en Egypte ?

**3 février 2023** - Adam Baczko, chargé de recherche CNRS au Centre de Recherches Internationales de Sciences Po (CERI) : Comment les tribunaux ont-ils fait gagner la guerre aux Taliban ?

**10 mars 2023** - Assata Koné-Silué, membre du Conseil constitutionnel de Côte d'Ivoire, et Nanga Silué, professeur de droit à l'université Alassane Ouattara : Le droit ivoirien peut-il s'émanciper de l'influence du droit français ?

**24 mars 2023** - Marième N'Diaye, chargée de recherche CNRS au laboratoire Les Afriques dans le monde (UMR 5115) : Le droit de la famille sénégalais est-il déconnecté de la société ?

**5 avril 2023** - Florence Renucci, directrice de recherche CNRS à l'Institut des mondes africains (UMR 8171) : Que faire des coutumes en Afrique (XIXe-XXe s.) ?

**12 mai 2023** - Jean-Pierre Le Crom, directeur de recherche CNRS au laboratoire Droit & Changement Social (UMR 6297) : Quel droit du travail fallait-il aux colonies françaises d'exploitation ?

**26 mai 2023** - Daniela Berti, chargée de recherche CNRS au Centre d'études himalayennes : La justice indienne peut-elle protéger les tigres des autoroutes ?

**9 juin 2023** - Roberto Fragale, professeur à l'Université Fédérale Fluminense et juge du travail au Tribunal Régional du Travail à Rio de Janeiro : Les juges du travail brésiliens doivent-ils connaître pour juger ?

**30 juin 2023** - Emilia Schijman, chargée de recherche CNRS au Centre Maurice Halbwachs (EHESS-ENS-CNRS) : A qui appartient le droit à Buenos Aires ?